

Réunion d'installation du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba

Le 08 octobre 2008

À Cités Unies France

Introduction

Après une présentation par M. Nicolas WIT, directeur adjoint de CUF du nouveau président de ce groupe pays M. Jean-Philippe **MAGNEN**, Maire adjoint de la Ville de Nantes. M WIT a expliqué le découpage en trois groupes-pays du pôle Amérique latine & Caraïbes.

M. **MAGNEN** a pris la parole et a présenté le nouveau groupe-pays : « *Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba* » créé afin de mieux cerner les pays concernés et les coopérations qui sont encore à développer.

Le but du groupe-pays étant

- d'apporter de l'information par rapport aux décisions prises aux niveaux national et international,
- la mutualisation,
- l'échange,

M. J-P **MAGNEN** invite les participants à réfléchir sur un nom plus synthétique pour ce groupe-pays.

La matinée de cette journée a été consacrée aux présentations par le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE), entrecoupées d'intervention de la salle. Il est proposé que l'après-midi laisse place aux échanges.

La France et l'Amérique latine

Extraits de l'intervention de M. Roland BREJON, chargé de mission auprès de la Directrice des Amériques et des Caraïbes -Ministère des affaires Etrangères et Européens

La France et l'Amérique latine – aux références philosophiques, politiques et culturelles voisines – entretiennent une relation ancienne et privilégiée fondée sur une forte connivence. Elles partagent des valeurs communes et la même vision d'un monde multipolaire. Bien que nos enjeux y soient considérables, certains parlent d'un désengagement de la France et d'un recul de notre présence dans l'ensemble de la région. Qu'en est-il aujourd'hui ? La présence française, l'intérêt politique, économique et culturel que notre pays porte à l'Amérique Latine reste une réalité forte. L'intérêt de la France commande aussi de préserver son influence dans une région qui est appelée à peser de plus en plus sur la scène internationale.

(...)

Malgré la distance géographique qui les sépare, la France entretient avec l'Amérique latine une relation d'amitié au long cours fondée sur une culture et une histoire partagées. (...) Je souhaiterais dresser devant vous l'éventail actuel de nos ressources, à la fois politiques, économiques et culturelles dans la région.

(...)

La présence de la France en Amérique latine et dans les Caraïbes, d'abord, s'exprime à travers un réseau étendu, qu'il soit diplomatique, consulaire ou culturel.

- 24 ambassades bilatérales,
- une représentation permanente auprès de l'Organisation des Etats Américains (OEA),
- 5 consulats généraux, (...)
- 250 alliances qui enseignent le français à 140.000 élèves (...),
- Les 36 lycées français, présents dans la quasi-totalité des pays de la zone, sont reconnus comme des établissements d'excellence ; désormais totalement ouverts aux nationaux, ce sont de véritables viviers du biculturalisme (...).

Le système universitaire français a ainsi accueilli 12.000 étudiants latino-américains au cours de l'année universitaire 2007-2008, parmi eux 3.820 Brésiliens, 2.549 Colombiens, 2.945 Mexicains et 1.257 Haïtiens (...).

La France est également très présente dans les partenariats de recherche avec l'Amérique Latine, faisant d'elle un partenaire scientifique de tout premier plan du Brésil, de l'Argentine et du Chili. (...) Pour les années à venir, nous continuerons à privilégier un axe prioritaire pour l'Amérique Latine, à savoir la formation des cadres et le renforcement de la coopération universitaire et de recherche.

(...) Le dialogue politique qu'entretiennent la France et les pays d'Amérique latine, qui s'inscrit principalement dans le cadre bilatéral, est particulièrement dense. (...) Le Président de la République se rendra au Brésil en décembre prochain pour sceller avec ce grand pays un partenariat stratégique multiforme à titre bilatéral, avant de se rendre également au Mexique en 2009. (...)

Les échanges économiques et commerciaux (...) avec l'Amérique latine sont en constante progression et s'élèvent à environ 10 milliards euros. (...)

(...) Quelles sont les raisons qui justifient que la France porte une attention particulière à l'Amérique latine ? (...) Aujourd'hui, la plupart des pays d'Amérique latine sont entrés dans des dynamiques globalement positives, probablement durables, tant au niveau politique qu'économique et social. (...) Avec un taux d'urbanisation de 78%, l'Amérique latine est la région en développement la plus urbanisée au monde. Dans ce nouveau contexte, la France se doit de porter une attention renouvelée à l'Amérique Latine. (...)

Dans le contexte de la Présidence Française de l'Union Européenne, la France inscrit son action en Amérique Latine dans le droit fil des principes de la Déclaration du Sommet de Lima des 17 et 18 mai 2008. A cet effet, deux axes privilégiés de coopération sont envisagés. (...):

- La France est très active dans le domaine de l'environnement en Amérique latine dans la mesure où de nombreux partenariats existent dans le domaine de la gestion de l'eau. (...)

- La lutte contre la pauvreté. (...) Malgré des résultats macroéconomiques impressionnants, la concentration de la richesse reste forte en Amérique latine et exclue près d'un tiers des 40 millions d'Argentins, un tiers des 190 millions de Brésiliens, 60% des Colombiens et 70% des Haïtiens. Alors que la violence proprement politique est partout en déclin, des expressions hétérogènes et variées de violences s'y développent. (...)

La France, présidente en exercice du Conseil de l'Union européenne, joue conjointement avec l'Espagne un rôle actif dans le processus de rapprochement entre l'UE et l'Amérique latine. (...) La France encourage résolument l'Amérique latine à s'ériger en un pôle de stabilité et de croissance de taille à élever une voix forte et unique au sein des organisations internationales.

A l'heure où les équilibres mondiaux sont en cours de redéfinition, il est de l'intérêt de la présidence française du Conseil de l'Union européenne d'unir ses efforts avec l'Amérique latine afin de relever ensemble les grands défis auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée. C'est sur cette base que la présidence française du Conseil de l'Union européenne abordera le Sommet UE-Brésil, qui se tiendra le 22 décembre 2008 à Rio, avec parmi les principaux objectifs affichés celui de promouvoir un multilatéralisme efficace et le développement d'un dialogue politique avec l'Amérique latine sur les enjeux mondiaux. L'Union européenne devrait également proposer dans les semaines qui viennent le lancement d'un Partenariat stratégique avec le Mexique qui permettra le renforcement de notre coopération dans le but de mieux défendre dans les institutions internationales les valeurs et principes que nous avons en partage (...).

Depuis toujours, l'Amérique Latine a été en quête d'idéal. (...) Nous sommes aujourd'hui dans la décennie où arrivent au pouvoir, par les urnes, des dirigeants prenant en compte les aspirations

sociales de leurs populations. L'importation des modèles étrangers n'est plus de mise en Amérique Latine : l'Histoire y est redevenue endogène. (...) Ce n'est pas le moindre défi qu'ont à relever ces nouvelles élites, que la France souhaite accompagner, afin de répondre de la manière la plus positive qui soit aux attentes multiformes des peuples d'Amérique Latine.

Temps d'échanges avec la salle

Les collectivités locales ont exprimé le regret qu'aucune mention concernant la crise alimentaire n'ait été faite. Les Etats s'étant engagés à verser des sommes importantes pour lutter contre cette crise, or dans les faits on est loin d'avoir atteint les taux d'engagements annoncés.

La ville d'Ivry-sur-Seine a pour sa part présenté sa coopération qui existe depuis 4-5 ans avec La Lisa à Cuba et qui met l'accent sur une approche globale du développement urbain avec la question de l'assainissement et de l'habitat. D'autre part l'approche communautaire et sociale engendre une dynamique d'échange d'expériences. Un film a été réalisé.

Les associations présentes (Apoyo Urbano et LOCAL) ont pour leur part respectivement :

- Porté l'attention sur les effets de la crise agricole et les tensions urbaines à venir. Cette crise pourrait avoir pour conséquences une nouvelle migration vers les villes engendrant ainsi de nouvelles questions d'urbanisme et d'aménagement du territoire.
- Présenté l'exemple de l'Equateur qui a voté sa constitution le 28/09/2008 et qui est le seul pays avec une réelle politique de développement durable et notamment de coopération décentralisée à l'attention des zones rurales pour y maintenir la population.

Orientations de la coopération décentralisée en Amérique latine

Par M. Antoine JOLY, Délégué pour l'Action Extérieure des collectivités Locales du MAEE

L'intérêt de ce groupe-pays est d'essayer de dégager une stratégie entre l'Etat et les collectivités territoriales. La coopération territoriale entre dans le cadre de la liberté de gestion des collectivités, respectant ce principe, le MAEE est au service des collectivités territoriales pour leur donner un éclairage, des éléments de contexte pour permettre aux collectivités d'agir notamment via le réseau des ambassades. Le MAEE soutient la coopération décentralisée par le biais de l'appel à projet (dernier en date a été ouvert le 08/10/2008). Les aides du MAEE sont ouvertement orientées vers les pays émergents (Pour l'Amérique latine : Brésil, Argentine, Chili). Pour les autres pays, la volonté du MAEE est d'éviter l'isolement et de rechercher la mise en réseau.

La France a mis en place un accord de principe conjoint pour la création d'un fonds commun pour la coopération décentralisée au Mexique et au Chili.

La France présente des spécificités face à ses relations avec l'Amérique latine :

- Des collectivités territoriales françaises sont présentes dans cette zone,
- Les relations ont un aspect culturel, intellectuel fort,
- L'émergence de la notion de démocratie participative dans cette zone (Brésil),

La coopération décentralisée doit être privilégiée dans les pays où existe de vraies responsabilités locales, un processus de décentralisation.

D'autre part les projets déposés auprès du MAEE pour un cofinancement doivent répondre aux priorités fixées par le MAEE, notamment l'appui institutionnel et/ou le développement durable, ...

Temps d'échanges avec la salle

Les collectivités ont exprimé leurs inquiétudes face au désengagement possible de l'état envers des pays ne faisant pas partie de ceux qui sont privilégiés par le MAEE dans le cadre des appels d'offres (essentiellement les pays émergents) Cette orientation du MAEE leur paraît contraire au principe d'universalité de la présence française. D'autre part elles se demandent si l'enveloppe accordée aux projets de coopérations sera en corrélation avec le statut de l'Ambassade dans le cadre de la réforme de celles-ci. Enfin elles ont fait mention de l'intérêt d'une coopération avec les ONG et associations afin d'éviter les aléas politiques.

M. JOLY rappelle qu'il n'y a pas de limitation géographique des aides du MAEE mais des orientations qui reflètent ce qui existe déjà. Par ailleurs, la répartition des crédits est le fait des collectivités territoriales et ne dépend pas des ambassades. En ce qui concerne le travail avec les ONG, il est rappelé que celles-ci disposent d'une ligne budgétaire au MAEE qui leur est propre et qui représente 4 à 5 fois les fonds alloués aux collectivités.

Après-midi : Tour de table des Collectivités

Deux points ont été abordés au cours de ce tour de table : Présentation des partenariats existants (1) et les attentes vis-à-vis du groupe-pays (2)

1. Présentation des partenariats existants

Toulouse : Ambition de devenir une ville culturelle de niveau international. Recherche à travailler avec la ville de Rosario en raison d'affinités politiques et de la dimension culturelle (la culture comme lien social). La ville a reçu également une association locale de Toulouse intéressée pour un partenariat avec Valparaiso (Chili) qui par ailleurs est jumelée avec Rosario.

Bouguenais : Action dans la ville de El Tuma la Dalia (Nicaragua) et une association (CESESMA) à but éducatif (transmission de savoirs et respect de valeurs transversales). En 2007-2008 un nouveau projet d'accueil des enfants des femmes travaillant dans les plantations de café avec en filigrane la prévention de la malnutrition et de la maltraitance. Actuellement deux étudiants sont sur place dans le cadre d'une étude pour un projet de commerce équitable mais également une étude des sols et de l'agriculture vivrière.

CR PACA : La coopération avec l'Etat du Nuevo Leon (Mexique) s'oriente vers les sciences, l'économie, la culture, l'Université et la formation professionnelle.

CG Aveyron : Liens culturels et historiques avec Saavedra Pigue. (Argentine) Échanges culturels (radios locales) et estudiantins ainsi qu'apprentissage du français et de l'espagnol.

CG Val-de-Marne : Partenariat avec le département d'Usulután et Ahuachapan (Salvador) depuis 1995. Concerne les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la santé/prévention. Partenariat avec la municipalité via une ONG. Il existe des échanges notamment de formation dans le domaine de l'eau et de la prévention ainsi que de la participation citoyenne.

CR Pays de la Loire : Intérêt pour l'Etat du Yucatan (Mexique) avec dans un premier temps une action ponctuelle au travers de la mise en place d'une course à la voile (la Solidaire du Chocolat) en

partenariat également avec Saint-Nazaire. Une délégation des Pays de la Loire sera présente à l'arrivée de la course.

Saint-Nazaire : Partenariat avec la Colombie en sommeil. Partenariat avec Cienfuegos (Cuba) depuis 1996 dans le cadre d'un rapprochement sur critère géographique ou économique. Les actions portent sur l'appui aux services municipaux, les échanges culturels et sportifs.

Ivry-sur-Seine : Partenariat avec la Lisa (Cuba) depuis 1997 a pour origine une action plus humanitaire via ONG. Depuis 2004 des axes se sont développés : développement urbain et échanges dans le secteur de la jeunesse

Apoyo Urbano : ONG lyonnaise qui travaille surtout en Amérique centrale dans l'aménagement du territoire dans une démarche participative.

Fougères : Partenariat avec Somoto (Nicaragua) depuis 1986 avec pour projet le développement rural. La ville a soutenu une initiative visant à la réalisation d'un film sur les femmes de Somoto en lien avec l'association *la maison de la femme*.

Allonnes : Partenariat avec une association (Coder) de Cinco Pinos (Nicaragua). Intervient via l'association France Amérique Latine. Un déplacement est prévu pour 2009 en vue d'envisager la mise en place d'une coopération décentralisée.

Rezé : Un jumelage existe avec Villa El Salvador (Pérou). Un projet autour de la récupération des eaux usées et cofinancé par Nantes Métropole est en cours. Il existe également un travail en direction de la jeunesse avec la création de maisons de la jeunesse (les locaux sont fournis par Villa El Salvador et Rezé s'engage à fournir matériels et fournitures ainsi que la formation d'animateurs)

Hautes-Pyrénées : Projet à Quebrada de Humahuaca (Argentine) sur l'eau, l'assainissement et la question de la prévention des inondations.

Nantes : Coopération avec Cochabamba (Bolivie) sur les thèmes de la culture et de l'économie populaire et solidaire. Partenariat avec une association nantaise (Bolivia inti) sur l'installation et construction de fours solaires

LOCAL : ONG qui apporte un appui institutionnel aux collectivités locales en Amérique latine (surtout Argentine, Mexique) Actuellement mise en place d'un projet avec l'ADF d'appui à la décentralisation en Equateur.

2. Attentes vis-à-vis du groupe-pays

Les collectivités attendent de ce groupe-pays l'émergence de nouvelles idées, une veille sur les moyens du MAEE et les fonds européens, des échanges d'expériences trilatérales ou multilatérales, des échanges d'expériences sur des thématiques communes, la mutualisation d'actions, des expériences et de l'information et mobilisation de partenaires européens.

Conclusion

Proposition de la présidence du groupe-pays :

- Les prochaines réunions seront travaillées en trois temps : un apport institutionnel, un apport thématique et échanges d'expériences.
- Afin de pouvoir organiser des réunions thématiques les collectivités sont appelées à hiérarchiser lesdits thèmes en tenant compte des priorités françaises mais également latino-américaines (par exemple l'intercommunalité est aujourd'hui un thème fort pour les collectivités d'Amérique latine, qui commencent à la mettre en place)
- Organiser la prochaine réunion autour d'une matinée consacrée à des interventions (M. Le GOURRIREC chargé de mission pour l'année de l'Amérique latine en France pourrait être invité) et d'une après-midi sous forme de séminaire ouvert à d'autres partenaires sur des thèmes communs, l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE/AL
- Inviter aux prochaines réunions du groupe-pays des collectivités européennes.
- Échanger de manière étroite entre chaque réunion, via par exemple un forum
- Un groupe plus restreint de collectivités animé par CUF est constitué autour du Président pour organiser la prochaine réunion : Toulouse, Saint-Nazaire, Conseil général du Val-de-Marne.
- Une réunion par semestre, la prochaine réunion se déroulera au cours du premier semestre 2009.

Liste des participants

Présents :

BIELANSKY Delphine, Chargée de mission, CG de l'Aveyron,
BOULLET Aurélie, chargée de mission, CR d'Aquitaine,
BRAULT Valérie, Coordinatrice relations internationales, Allonnes,
BREJON Roland Chargé de mission, MAEE,
CHAMPIN Marie-Line, stagiaire, Cités Unies France
CLAVERIE Jean-François, responsable de coopération, l'OCAL
CORNET Alexandra, Responsable des relations internationales, Ivry-sur-Seine,
DELACROIX Marie-Christine, Chargée de mission, CG du Val-de-Marne,
DENIS Agnès, Adjointe au maire, Fougères,
DUPRE-CORMERAIS Patricia, Conseillère municipale, Saint-Nazaire,
FERRERO Edouard, Chargé de mission, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche,
GARCIA José, Conseiller municipal, Bouguenais,
GARDE Julie, Chargée de programme, CR des Pays de la Loire,
GONZALES-TRICHEUX Olga, Conseillère, Toulouse,
JOLY Antoine, Délégué à l'Action extérieure des collectivités territoriales Ministère des Affaires étrangères et européennes (DAECL-MAEE),
LACHOURI Rabah, Conseiller municipal délégué, Ivry-sur-Seine,
MAGNEN Jean-Philippe, Adjoint au maire, Nantes, Président du Groupe Amérique du Sud Amérique Centrale de CUF,
MANCEAU Gérard, Adjoint au maire, Allonnes,
MEDINA Félicia, chargée de mission, Amérique latine, Cités Unies France,
MERCADAL Laurence, Chargée de mission, CR PACA,
NARBÉY Carol, Responsable des relations internationales, Rezé,
ORNELAS Rebeca, Chef de projet, l'OCAL,
OTOKORE Safia, Vice-présidente, CR de Bourgogne
PASCO Patricia, Responsable de coopération, Bouguenais,
PLANER Janine, collaboratrice, Bouguenais,
RICHARD Hubert, Conseiller délégué, Rezé,
ROSALES-MONTANO Silvia, Directrice, Apoyo Urbano,
RUIZ Gerardo, Chargé de mission, Ministère de l'agriculture et de la pêche,
WOLFF Emilie, Chargée de mission, CG des Hautes Pyrénées,

Excusés :

BLONDIN Maryvonne, Sénatrice, Vice-présidente du CG du Finistère
BOISSARD Sonia, Chargée de mission FCI
CALVEZ Anna, Chargée de coopération, CG du Finistère,
CASTEL Emilie, Chargée des relations internationales, CR de Bourgogne,

EGA Jean-Luc, Adjoint au maire, Sainte-Anne,
GAUDIN Jean-Claude, Sénateur-maire,
GODARD Serge, Maire, Clermont-Ferrand,
HEINTZ Jean-Pierre, Directeur des affaires culturelles, La Rochelle,
LEDRIAN Jean-Yves, Président, CR de Bretagne,
LOPPE Philippe, Adjoint, Eybens,
Aurora MEDINA, chargée de Mission Cuba Coopération
MOULINIER Yannick, Ingénieur, Nantes
RICCOBONI Pascale, Chargée de mission Europe, Fédération des Parcs Naturels Régionaux de
STOQUART Rémi, Chargé de Mission CR île de France
ZEJGMAN Martine, Adjointe du délégué, MAEE